



Changer le monde



Quatre cents mille selon la police, un million selon les organisateurs... Le Forum social européen a, une nouvelle fois, montré le dynamisme du mouvement antiglobalisation. Les anarchistes et François Hollande... Il y avait tout et n'importe quoi ! Pour faire le ménage, dans les têtes, lire la contribution de l'IFA (page 6)

Sur la banderole : ni État, ni religion, ni esclaves, ni patrons

Lula : un « ouvrier »... comme la bourgeoisie les aime !

RAREMENT la victoire d'un candidat de gauche, « ouvrier » de surcroît, à une élection présidentielle n'aura provoqué pareille unanimité hors du pays concerné. Parmi les représentants les plus éminents de la « communauté – capitaliste – internationale », c'est à qui s'est le plus félicité de l'accession de « Lula » à la présidence de la république fédérale du Brésil. L'« ancien métallo », comme l'appelle *le Monde*, a même eu droit à un message particulièrement chaleureux du chef de file en titre de l'impérialisme mondialisé : selon le porte-parole de la Maison-Blanche, George W. Bush « se réjouissait de travailler » avec le nouveau président brésilien. Voilà ce qui s'appelle un traitement de faveur, si l'on songe aux tentatives répétées d'assassinat ou de coup d'État auxquelles ont eu droit, avec l'appui indéfectible des États-Unis, le Cubain Fidel Castro, le Nicaraguayen

Daniel Ortega ou, plus récemment, le Vénézuélien Hugo Chavez, pour ne rien dire du Chilien Salvador Allende.

En France, la vraie droite et la fausse gauche ont, elles aussi, applaudi à l'unisson la promotion au rang de chef d'État de l'ex-agitateur d'usines. « La victoire de Lula est d'abord celle de la démocratie brésilienne arrivée à maturité », apprenait-on à la lecture de l'éditorial que *le Monde* consacrait à l'événement. C'est dans les mêmes termes, en effet, que le quotidien vespéral des marchés avait salué, au lendemain du 10 mai 1981, la première « alternance » politique en France sous la V^e République. Pour ne pas être en reste, *Libération* discernera dans l'arrivée au pouvoir de Lula un « triomphe démocratique ». Conformément au rituel obligé pour une gazette ralliée aux libéralités du libéralisme qu'elle fustigeait à l'origine, le journaliste en rajoutait une louche

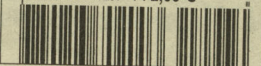
dans la célébration, en faisant de cette « transition pacifique » le « symbole » d'une « mutation » du continent latino-américain sous l'effet bénéfique de la « mondialisation ». Ne doit-il pas à cette dernière d'avoir su « démonétiser (*sic*) les démons de la dictature et de la révolution » ?

Pour étrange qu'il puisse paraître, ce consensus approuvé des adorateurs du marché en faveur de celui qui symbolisa au Brésil la résistance prolétarienne à l'oppression n'a cependant rien de paradoxal. En quoi le « nouveau modèle de développement » dont Lula se dit porteur devrait-il les effrayer ? N'avait-il pas déjà reçu, par avance, l'aval du FMI, de la Banque mondiale et des milieux d'affaires brésiliens ou étrangers ? « Il n'y aura aucun choc, aucune expérimentation, aucune mesure hétérodoxe », avait assuré Antonio Palocci, le coordinateur du

Suite en page 3

- **Libertaires brésiliens** p. 3
- **La guerre d'Irak aura-t-elle lieu ?** p. 4
- **Côte d'Ivoire** p. 5
- **Antifascisme, répression, etc.** p. 7
- **École et laïcité** p. 8
- **Bande dessinée** pp. 10 et 11
- **Logiciel libre, pacifisme, etc.** p. 12

M 02137 - 1297 - F : 2,00 €



« Le gouvernement a un bras long et un bras court; le long sert à prendre et arrive partout, le bras court sert à donner, mais il n'atteint que les plus proches. »

Ignazio Silone

F92520

Vendredi 15 novembre

Toulouse

Conférence-débat autour de la LSI-LSQ organisée par la CGA (Coordination des groupes anarchistes) à la salle de Barcelone, 22, allée de Barcelone à 20 h 30.

Samedi 16 novembre

Lyon

Conférence-débat organisée par l'UL FA Lyon sur « Lois sécuritaires, contrôle social; ces lois qui bradent nos libertés » à 15 heures à la librairie la Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc.

Pantin (93)

L'association Mots et musiques invite Sabine Viret pour « les rendez-vous chansons » de la Menuiserie à l'espace Archipel 93, 77, rue Jules-Auffret. Réservation au 01 43 84 70 04.

Paris 1^{er}

Rassemblement de soutien au School of the Americas Watch (il s'agit d'opposants à une école américaine qui forme dictateurs et barbouzes en tous genres actifs en Amérique latine) de 15 heures à 17 heures devant l'ambassade des États-Unis place de la Concorde.

Paris 11^e

À 16 h 30, projection du film du collectif contre le publicisme à Publico, 145, rue Amelot.

Lundi 18 novembre

Paris 20^e

Projection du documentaire *Les enfants du vent* de Brahim Tsaki à 20 h 30 à Confluences, 190, boulevard de Charonne. Réservation au 01 40 24 16 46.

Agenda

Mercredi 20 novembre

Paris 11^e

Réunion-assemblée du RATP à 20 heures au CICR, 21 ter, rue Voltaire.

Samedi 23 novembre

Lannion

Le groupe Jes Futuro de la FA appelle à une manifestation pour l'emploi « Tregor debout », à 14 heures, place de la Poste.

Paris 11^e

À 16 h 30, forum autour de la commune à Nouméah à Publico, 145, rue Amelot.

Rouen

La librairie l'Insoumise reçoit Thierry Maricourt pour une conférence: « Être écrivain aujourd'hui, qu'est-ce que ça veut dire? L'écrivain doit-il être engagé? » à 15 heures au 128, rue Saint-Hilaire.

Mardi 26 novembre

Paris 20^e

Projection du documentaire *Le Temps du ramadan* de Mustapha Hasnaoui à 20 h 30 à Confluences, 190, boulevard de Charonne. Réservation au 01 40 24 16 46.

Samedi 30 novembre

Paris 11^e

À 16 h 30, Cédric Dupont présentera son livre *Ils ont osé*, à Publico.

Rassemblement à Besançon le samedi 16 novembre à 14 h 30 place Saint-Pierre.

SARKOZY
vous présente le nouvel instrument du dialogue social



Renvoyez-lui la balle.

Conférences-débats sur l'anarchisme organisées par la Fédération anarchiste

Vendredi 29 novembre

Qu'est-ce que l'anarchisme?

Au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M^{lle} Blanche ou Abesses, Paris 18

Vendredi 6 décembre

Les anarchistes contre l'ordre moral

À l'Usine, bd de La Villette M^{lle} Colonel-Fabien, Paris 19

Vendredi 17 janvier

L'anarchisme et le mouvement ouvrier

Au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M^{lle} Blanche ou Abesses, Paris 18

Vendredi 24 janvier

L'anarchisme aujourd'hui, la Fédération anarchiste

Au local La Rue

Radio libertaire

Jeudi 14 novembre

Si vis pacem: à 18 heures, le théâtre et la guerre, avec Les Pieds sur scène.

Samedi 16 novembre

Chroniques syndicales: à 11 h 30, les prud'hommes côté conseillers, côté défenseurs et côté femmes.

Chroniques rebelles: à 13 h 30, festival du film méditerranéen de Montpellier. Un autre cinéma.

Dimanche 17 novembre

Des mots, une voix: à 15 h 30, Alina Reyes présente son livre *Politique de l'amour*, éditions Zulma.

Mercredi 20 novembre

Blues en liberté: à 10 h 30, tournées, nouveautés, l'exposition Jimi Hendrix.

Jeudi 21 novembre

Si vis pacem: à 18 heures, les raffinements du terrorisme en Algérie, avec l'association Confluences.

Samedi 23 novembre

Chroniques syndicales: à 11 h 30, les prud'hommes avec Hughes Lenoir et Étienne Deschamps.

Chroniques rebelles: à 13 h 30, retour de Palestine. Entretiens et témoignages.

Mercredi 27 novembre

Blues en liberté: à 10 h 30, tournées, news, Tao Ravao et les autres.

Jeudi 28 novembre

Si vis pacem: à 18 heures, campagne contre les jouets guerriers. Des idées de cadeaux pour offrir la paix avec le « redoutable » catalogue de l'Union pacifiste.

Photos et illustrations: droits réservés

Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimeries IPS (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - IPS
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n°	20 €	32 €	27 €
6 mois 25 n°	38 €	61 €	46 €
1 an 45 n°	61 €	99 €	77 €

Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger: les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal [CCP].
Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(En lettres capitales)

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal

Ville.....

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

ÉDITORIAL



UN DEMI-MILLION de manifestants à Florence pour dire non à toutes les guerres et à la mondialisation libérale, 26 000 personnes participant au Forum social européen dans la même ville, cela montre que la politique européenne de développement du capitalisme et de mise en coupe réglée des pays non « occidentaux » suscite un refus de la part d'une partie de plus en plus grande de la population.

La question se pose de savoir si la transformation ou la réforme du système capitaliste mondialisé suffira à rendre ce monde plus viable pour les milliards d'individus réduits à la misère par les décisions de ceux (dirigeants politiques, économiques, leaders d'opinions) dont la motivation principale est de préserver leurs privilèges de classe.

Nous contenterons-nous d'une réduction des inégalités sociales et économiques? La misère serait-elle plus acceptable si les victimes n'en crevaient plus? Cherchons-nous seulement à soulager notre conscience de consommateurs privilégiés au dépend des exploités du monde entier?

Nous, anarchistes, répondons: non! Il ne s'agit pas d'aménager la misère pour la rendre plus tolérable, mais bien de l'abolir.

Seule une révolution faisant disparaître les classes sociales et les inégalités économiques pourra amener les conditions d'un développement durable de l'humanité et la préservation de notre planète. Sommes-nous des utopistes? Oui! Mais au contraire de ceux qui veulent nous faire croire que le système actuel pourrait engendrer un développement durable, notre utopie est réaliste.

Nous serons toujours aux côtés de ceux qui veulent améliorer les conditions quotidiennes des victimes de l'exploitation capitaliste; mais notre but va plus loin, nous voulons par nos actions, nos publications, nos discours, amener les exploités à s'émanciper de leurs exploités.

C'est par la prise de conscience de celles et ceux qui sont privé(s) de leur capacité de prendre leurs affaires en main que se créeront les conditions nécessaires à la réalisation de cette révolution, grand bond en avant dans l'évolution de l'humanité.

Abonnez-vous! Abonnez-vous! Abonnez-vous!

Lula: un « ouvrier »... comme la bourgeoisie les aime!

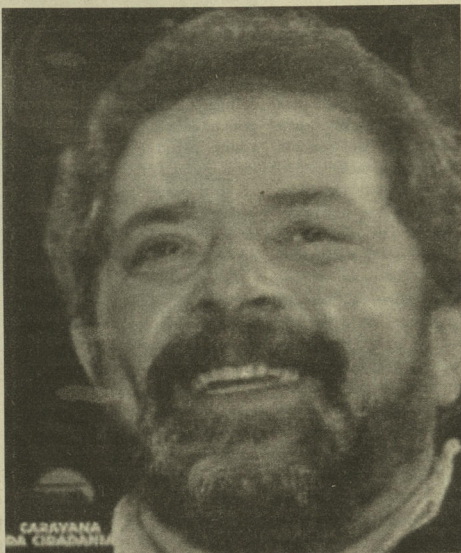
suite de la une

programme de gouvernement du candidat du PT. Il ne faisait par là que confirmer ce que l'on savait déjà: les membres de l'équipe de conseillers qui entouraient Lula, dont quelques-uns avaient flirté naguère avec les idéaux révolutionnaires, étaient revenus, depuis pas mal de temps déjà, à « une vision moins radicale du combat politique », pour reprendre la formulation d'une plumitive du *Monde*.⁴ On ne s'étonnera donc pas que toutes les références au marxisme, dont le candidat nourrissait ses précédentes campagnes, aient été « bannies » de son vocabulaire.

Au fur et à mesure que se rapprochait l'échéance électorale, un mot revenait sans cesse dans les multiples commentaires dont faisait l'objet l'évolution du Parti des travailleurs et de son leader: « recentrage ». C'est là, comme chacun sait, l'euphémisme de rigueur utilisé, en France notamment, pour rendre compte de la « dérive » ou du « tournant » droitières, jamais assumés comme tels, d'un parti ou d'un syndicat qui, malgré leurs compromissions avec l'ordre établi, persistent à se présenter comme les mandataires des intérêts et des aspirations des couches populaires. Il est vrai que l'auto-positionnement « à gauche » conditionne largement leur survie.

Cette prudence langagière suscite d'ordinaire la risée ou la colère de gens situés « à gauche de la gauche » institutionnelle. Appellant un chat un chat, ils n'hésitent jamais à déceler dans le prétendu « recentrage » la marque d'un engagement plus ou moins honteux dans la collaboration de classes avec la bourgeoisie. Qu'en est-il, dès lors, de la position, face à l'irrésistible ascension de « Lula », de ces militants qui, dans l'Hexagone, se revendiquent haut et fort « 100 % à gauche » ou de ces « citoyens » qui œuvrent à la reconstruction d'une « gauche de gauche ».

Du côté de la LCR, Olivier Besancenot n'aura pas déçu les sceptiques à qui le label « communiste révolutionnaire » de son organisation ne fait plus guère illusion. Lapsus ou non — les apparatchiks du bureau politique ont quand même dû veiller au choix des termes —, c'est précisément en termes d'« illusion », non pas à dissiper, mais à maintenir coûte que coûte parmi les masses laborieuses brésiliennes, que le successeur d'Alain Krivine a interprété la victoire de Lula.



Après avoir rappelé qu'il se reconnaissait « sans surprise » — nous non plus! — dans « l'aile gauche » d'un parti qui « embrasse un spectre qui, en France, irait du PCF à la LCR », il indiquait la marche à suivre: « Batailler pour que l'illusion ne s'effondre pas. »⁵ L'argumentation en trois points avancée à l'appui mérite d'être résumée.

Pour l'emporter, Lula avait « fait la campagne de la droite du PT ». Or, « si on le laisse seul, il mènera une politique sociale-libérale ». Donc, il revient aux « mouvements sociaux » locaux de « pousser Lula à mener une politique plus radicale » pour ne pas le laisser s'enfermer dans une « politique « possibiliste » ». Remplaçons « Lula » par « Jospin », et l'on reconnaîtra « sans surprise » le B. A. BA de la stratégie que le dirigeant-philosophe de la LCR, Daniel Bensaid, avait cru bon d'exposer en long et en large dans un opuscule, *Lionel, qu'as-tu fait de notre victoire?*, véritable monument de bêtise sociale-opportuniste.

L'association Attac appartient aussi à ce « spectre » qui ne risque pas de hanter l'Europe du capital. Comme il fallait s'y attendre, son président, Bernard Cassen, a vu également dans la présidentialisation de Lula, la confirmation du bien-fondé de ses vues sur la lutte contre la « mondialisation libérale ». En peu de mots, il a réussi à condenser tout ce qui fait de l'association qu'il préside — et du *Monde diplomatique* qu'il co-dirige — le vecteur indispensable du « changement sans rupture »

sans lequel le capitalisme ne saurait se reproduire.

Descendu « dans la rue » au Brésil, le soir de la victoire de Lula, entre un « plateau » télé et un raout mondain dans l'appartement huppé d'une personnalité de la « gauche festive » — appellation carioca de la « gauche caviar » —, B. Cassen y avait été « frappé par la vague irrésistible mais contrôlée » qui avait porté Lula à la présidence.⁶ Ce qu'il y avait de réjouissant, pour ce membre de la *jet set* « antilibérale », était que la « transition » était en train de « s'effectuer de manière paisible, façon force tranquille, sans agressivité ». Avec les résultats prévisibles que l'on sait, si l'on se réfère, comme nous y invite ce slogan, à l'expérience française. Ce qui n'empêchait pas ce pilier du *Monde diplomatique* de parler, comme le premier venu de ces « journalistes de marché » que le mensuel aime à vilipender, de « séisme » à propos de l'arrivée d'un « ouvrier » au pouvoir. Lula et le PT, ce parti « qui brasse très large (*sic*) », n'allait-il pas permettre au Brésil de « bâtir des alternatives dans la région et de se poser en contre-pouvoir vis-à-vis des États-Unis »?

Le patron d'Attac était pourtant le premier à admettre la portée pour le moins limitée des effets à en escompter. Tout au plus parvenait-il à dénicher, pour donner quelque consistance au « vrai projet de justice sociale » que le nouveau président est censé porter, les « bons de nourriture pour les plus pauvres », promis pendant la campagne. Une mesure dont

« bénéficient », depuis déjà plusieurs décennies, les familles paupérisées... aux États-Unis! Mais les populations des favelas et des campagnes désolées du Nordeste ne devraient pas pour autant désespérer: Lula « gouvernera aussi par les symboles. Et les symboles, c'est aussi de la politique. » Surtout pour les gouvernants « de gauche » qui n'ont rien d'autre à offrir au peuple!

« Les mouvements « altermondialistes » risquent-ils d'être déçus par l'arrivée au pouvoir d'un ex-contre-pouvoir? », se demandait le bientôt ex-président d'Attac et futur responsable des relations internationales de l'association. Notons tout de suite, avant d'aborder la réponse, qu'il n'était apparemment pas à une contradiction près: une majorité électorale a suffi à transmuter le « contre-pouvoir » en son contraire. Ou, plutôt, à le faire apparaître rétrospectivement pour ce qu'il était en réalité: une « opposition » conforme en tous points aux canons de la démocratie représentative. Pour la définir, on peut faire appel à l'appréciation, ironique et cynique mais lucide, qu'en donnait une journaliste, déjà citée, de la presse bourgeoise: « C'est bien d'une gauche réformée qu'il s'agit au Brésil, civilisée, moderne et fréquentable. »⁷

Venons-en maintenant à la réponse à la question posée plus haut, qui devrait être gravée dans le marbre: « Non: personne n'attend de miracle », assenait Bernard Cassen. Un remède préventif, miracle, lui aussi, aux déconvenues à venir, non seulement pour l'électorat populaire brésilien, mais, pour tous ceux qui, en France et ailleurs, rêvent de luttes « citoyennes », et non de classe, contre l'ordre bourgeois. « Un autre monde est possible » annoncent-ils en chœur. C'est, bien entendu, d'un autre monde capitaliste qu'il s'agit. Et non d'un monde autre que capitaliste qui, pour être gouverné, se passerait fort bien de dirigeants professionnels, « ouvriers » ou non.

Jean-Pierre Garnier

1. *Le Monde*, 30 octobre 2002.
2. *Libération*, 29 octobre 2002.
3. *Le Monde*, 27 et 28 octobre 2002.
4. Sylvie Kauffmann, « Les hommes de Lula », *le Monde*, 26 et 27 octobre 2002.
5. *Libération*, 29 octobre 2002.
6. *Ibid.*
7. Sylvie Kauffmann, « Le Brésil du changement, pas de rupture », *le Monde*, 3-4 novembre 2002.

Le Comité Pro-Lucha Popular de Campinas (Brésil)

Dans le *Monde libertaire* hors série d'été 2002, nous avons eu l'occasion de vous présenter le travail de ces camarades brésiliens qui cherchent à présent des alliances dans le but de développer leurs actions.

LE COMITÉ Pro-Lucha Popular (Comlut) est une organisation politico-sociale d'intention révolutionnaire, qui s'investit sur des fronts d'insertion communautaire (quartiers, favelas et occupation urbaine), éducative (écoles, lycées et université), syndicale (projet pour une occupation d'usines). Nous sommes articulés autour du Cercle d'études sur l'éducation et les cultures sociales de Cas Limpiao. Le Comlut organise à Campinas le Front de mobilisation des sans-emplois (FMD), où l'on privilégie la discussion et l'organisation socio-économique des participants, et les activités avec ce que l'on appelle le « lumpen ». Le Comlut intervient également à travers le Front d'action libertaire pour la transformation sociale (Falts), avec les jeunes, comme groupe d'agitation et d'approche idéologique.

Le Comlut souhaite établir des contacts avec des groupes anarchistes européens et nouer des alliances ponctuelles pour travailler contre le capitalisme. Nos objectifs sont de nouer des alliances dans la construction d'infrastructures, d'échanges d'expériences et de connaissances, de promouvoir l'internationalisme à partir de l'approche entre groupes d'Amérique et d'Europe, et d'établir un calendrier d'action coordonnée. Pour construire des espaces communs de lutte, le Comlut propose d'impulser les propositions de transformation sociale d'orientation libertaire et promouvoir l'intervention directe populaire dans les décisions. Cette proposition promeut la pratique théorique en établissant une unité organique qui se réapproprie le processus autogestionnaire à partir de la prise de décision autogouvernée jusqu'à la stratégie décentralisée avec trois finalités: utilisation de la force accumulée des organisations libertaires comme vecteur d'innovations des processus de production et, surtout, dans les relations sociales et de production; promotion des formes de production compatibles avec l'autodéveloppement social; contribution en l'efficacité du pouvoir local (économique et social).

Le projet devra s'appuyer sur les demandes populaires et opérer comme un réseau de démocratie directe où seront présents les mouvements sociaux à caractère transformateur, chercheurs d'orientation libertaire et associés à des groupes populaires. Nous envisageons de visiter les pays européens prochainement afin de construire des alliances pour ce travail. Les personnes et les groupes qui sont intéressés par ce sujet peuvent nous contacter à: comlut_cps@yahoo.com.br ou Comlut, CP 76,8 CEP 13001 - 970 Campinas/SP/Brasil.

Comlut

Transmis par les relations internationales de la FA

La guerre d'Irak n'aura pas lieu

LA GUERRE d'Irak semble s'approcher avec un lent et une inévitabilité de tragédie grecque. Bush, l'arrogant président non élu des Américains se précipite aveuglement vers la catastrophe tel un antique héros-tyran atteint d'*hubris*¹. Buté, il ferme les oreilles aux sages conseils de ses alliés, de trois ex-présidents, de ses généraux, de sa CIA. Il injurie les Cassandre qui veulent le détourner de sa marche folle vers la catastrophe. «Ceux qu'ils veulent détruire, les dieux les rendent d'abord fous.»

La crise est là. Le monde regarde dans le gouffre. On sait qu'une fois la guerre déclarée, le dénouement catastrophique est à peu près prévisible. Destruction des villes irakiennes, massacre aérien de milliers de civils. Saddam le Mauvais, plus rien à perdre, se venge en lançant son restant d'armes de destruction massive à l'aveugle. Il en offre aux groupes terroristes ennemis des Occidentaux qui lancent des attaques contre les bases américaines implantées à travers le monde musulman et contre les centraux atomiques des métropoles. La guerre déborde dans toute la région; les Israéliens et les Pakistanais, profitant du chaos, se déchangent. Les peuples irakiens, déçus, se retournent contre leurs «libérateurs». Les Kurdes demandent l'indépendance, les Turcs interviennent. Les troupes américaines enlées, démoralisées, attaquées de toutes parts par les Arabes en colère, tirent dans la foule, se font haïr. Les «boys» retournent aux États-Unis en sacs plastiques. Le gouvernement de Bush réprime sauvagement les manifestations pour la paix et le retrait des troupes. Les étudiants et les jeunes des ghettos qui se soulèvent, sont déclarés «terroristes». Les économies et marchés mondiaux, déjà ébranlés, s'écroulent...

Renversements ironiques

Comme c'est simple et bien huilé, la tragédie, avec ses renversements ironiques! Le héros bon se trouve méchant; l'assiégeant assiégé, le fort affaibli. L'historien grec Hérodote (500 ans avant notre ère) raconte qu'un grand roi d'Asie mineure demanda à Solon, le sage d'Athènes, s'il devait faire la guerre à son rival. Solon répondit: «Roi des rois, si tu fais la guerre un grand empire tombera.» Encouragé, il fit la guerre et vit chuter son propre empire.

Nous vivons cette crise dans une atmosphère d'irréelle impuissance et de veille de guerre qui rappelle celle des années 30, quand le grand succès de scène parisien fut une tragédie au titre ironique: *La guerre de Troie n'aura pas lieu* de Jean Giraudoux, ancien combattant de 1914-1918, homme de paix, humaniste et germaniste, désespéré de constater que malgré les efforts des diplomates, rien ne pouvait arrêter une nouvelle guerre mondiale.

Mais la guerre d'Irak aura-t-elle lieu? Je ne le crois pas.

Au risque de choquer mes lecteurs, je vous confesserai qu'aux États-Unis on se fout royalement de l'ONU (on ne paie même pas ses cotisations), des alliés, et de l'opinion mondiale. Chez nous, «toute politique est locale». Comment expliquer autrement les contradictions et confusions de la politique étrangère américaine qui, au lieu de rassurer nos alliés et confondre nos ennemis, fait l'inverse? C'est que Bush et ses ministres disent n'importe quoi

pour affoler les électeurs américains. Ils déclarent des «alertes terroristes» tous les quinze jours à propos de rien, en ordonnant aux citoyens de «se tenir vigilants» sans trop dire comment. Pour garder sa majorité Bush doit mobiliser ses alliés de la droite chrétienne fondamentaliste et inculquer une hystérie guerrière et patriotique pour faire taire les démocrates et détourner les électeurs du problème fondamental de l'économie.

Voilà pourquoi les chefs démocrates étaient si pressés d'accorder sans discussion à Bush les pleins pouvoirs pour faire la guerre en Irak. Pour eux, il fallait vite passer à l'ordre du jour, au problème économique, leur point fort.

Abominable... et indispensable

Bush et son équipe ont tout fait pour aiguïser et surtout prolonger la crise irakienne à mesure que l'échéance électorale s'approchait. Une fois passé le cap du 5 novembre, le shérif mondial peut sauver la face en déclarant la victoire sur l'Irak gagnée par sa seule «détermination» et sans coup férir. L'abominable et indispensable Saddam, ancienne «propriété» de la CIA de papa Bush, pourra se soumettre de nouveau et inviter les inspecteurs à venir l'humilier jusque dans ses palais, qu'il pourra ainsi garder. Le secrétaire d'État Colin Powell a officiellement déclaré que Saddam pouvait rester au pouvoir, alors que Bush et von Rumsfeld agitent bruyamment l'épouvantail d'un «changement de régime» et d'une longue occupation américaine.

On se rappelle qu'à la fin de la première guerre du Golfe, papa Bush avait délibérément laissé à Saddam sa Garde républicaine pour qu'elle réprime les Kurdes, les Chiites du sud et les dissidents irakiens et afin d'éviter les frais d'une occupation américaine. C'était une sage politique que fiston ferait bien de suivre. D'ailleurs, depuis le déclin de la Russie rouge, les États-Unis sont obligés de se conserver au pouvoir quelques ennemis exemplaires comme Saddam, Fidel Castro, les ayatollahs, et les communistes nord-coréens – pour leur servir d'épouvantails et éventuellement de bouches émissaires. La CIA les met parfois en place (Noriega au Panama, Saddam, Oussama ben Laden) pour ensuite leur faire la guerre. De tels ennemis sont comme le Dieu de Voltaire: s'ils n'existaient pas, il faudrait les inventer. Ils servent de prétexte à Washington pour construire les bases et pour dominer la planète.

Tragédie impérialiste inévitable

Je ne doute pas que la tragédie américaine que j'ai esquissée plus haut va tôt ou tard se dénouer en catastrophe mondiale sous une forme ou une autre. Le Moyen-Orient restera une poudrière, alors que l'impérialisme américain continuera à provoquer le monde musulman. En même temps, la crise mûrit en Amérique latine, clef de voûte de l'empire américain depuis 1823² et plus que jamais foyer de révolte. On n'a pas besoin de Cassandre pour prévoir ces catastrophes, étant donné la prétention du capitalisme étatsunien de dominer l'économie mondiale par la force militaire en unique superpuissance. Le mécanisme bien huilé de cette tragédie s'appelle l'impérialisme.

Rappelons en passant que l'impérialisme – américain, français ou autre – n'est pas une politique qui pourrait être remplacée par une autre. C'est un facteur structurel de l'économie mondiale. L'impérialisme correspond au stade actuel du capitalisme, qui depuis 1914 va de crise en guerre, de guerre en crise en passant par le totalitarisme. C'est le stade où le capital financier domine et où les marchés surchauffés sont surevalués. C'est la fuite en avant du capitalisme en crise qui pille chez les autres afin de se rentabiliser chez lui. Il atteint son apogée logique quand un seul impérialisme prétend tout dominer. Cette crise sur l'Irak aura servi à habituer le monde à l'idée de la domination unilatérale américaine. Autre victoire que Bush aura gagnée sans coup férir.

La «mondialisation» actuelle n'a rien de nouveau, sauf la rapidité des communications. Autrement, c'est plutôt un retour à l'époque de la ruée vers les colonies en Afrique et Asie (1880-1914). La guerre froide avait bloqué cette ruée pendant toute une époque. Mais la chute de l'empire russe a ouvert non seulement l'ancien deuxième monde mais aussi le tiers monde à la pénétration du capital multinational à la recherche de superprofits pour pallier sa crise. L'impérialisme américain, le plus musclé, prétend s'attribuer la part du lion à ce festin.

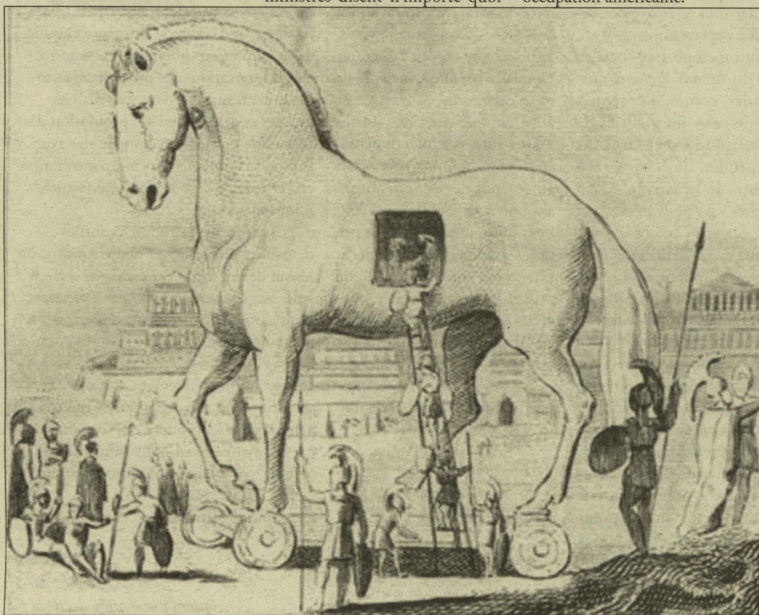
De la démocratie américaine

La doctrine de Bush (qui reprend celle de Clinton) donne le droit au président américain de faire une guerre préventive contre tout pays qu'il soupçonne de pouvoir ou vouloir l'attaquer ou simplement de se soustraire à sa tutelle. Cette doctrine de l'exécutif tout-puissant correspond aux besoins actuels de l'impérialisme américain. Mais elle détruit le principe fondamental de la République américaine de l'équilibre des trois pouvoirs (législatif, judiciaire, exécutif). Déjà Bush avait pris le pouvoir par une décision abusive d'une Cour suprême asservie à la droite. Là, il usurpe le pouvoir de faire la guerre, que la Constitution donne au seul Congrès. Encore, prétend-il enlever les droits fondamentaux aux citoyens contestataires en les désignant comme «combattants ennemis». Bush voudra assassiner la démocratie américaine pour la «sauver».

Mais tout n'est pas dit. Malgré l'atmosphère d'hystérie et d'intimidation imposée par Bush et par les médias américains apprivoisés, deux cent mille Américains ont manifesté leur opposition à Washington le 26 octobre dernier en faisant une chaîne humaine autour de la Maison Blanche. Le mot d'ordre est le même qu'au moment de la première guerre d'Irak: «Pas de sang pour le pétrole.» Plus la crise se prolonge, plus les Américains posent des questions. On n'a pas oublié l'économie ni les scandales Enron. Si la guerre d'Irak n'a pas lieu, on aura le temps de réfléchir et de s'organiser. Si Bush parle fort, c'est pour cacher sa faiblesse. Qui vivra, verra.

Richard Greeman
internationaliste new-yorkais

1. *Hubris* ou *Hybris*: toute sorte de mesure ou d'excès dans le comportement d'une personne.
2. Doctrine du président Monroe défendant aux impérialistes européens de s'implanter en Amérique latine.





Côte d'Ivoire Apartheid et maffiafrrique

APRÈS six putschs, ou tentatives de putsch, sur les deux dernières années et une économie ruinée, la Côte d'Ivoire est en passe de perdre son statut d'élève modèle de développement en Afrique de l'Ouest. Passés les quarante-trois ans de règne de Félix Houphoët-Bouigny – l'inventeur cynique de la formule « Francafrique » illustrant bien l'imbrication magouilleuse et barbouzarde des intérêts de la métropole et de ses anciennes colonies – les principaux créanciers (FMI, Banque mondiale et Union européenne) ont présenté la note: un endettement correspondant au double de la production annuelle du pays. Les caisses du premier exportateur mondial de cacao sont vides, situation inadmissible pour les premiers garants de la stabilité du système maffieux ivoirien: l'armée.

Galerie des monstres

Houphoët-Bouigny se méfiait à juste titre des militaires, mais son successeur Henri Konan Bédié n'aura pas eu cette prévention. Avant même son intronisation officielle il se fait monter une garde présidentielle par Yannick Soizeu, correspondant local de la DGSE, trafiquant d'armes connu pour avoir blanchi à Abidjan une partie de la « taxation » du RPR sur les marchés parisiens. En 1995, Bédié conforte sa position en excluant de l'élection présidentielle son principal rival Alassane Ouattara au nom du principe d'ivoirité. Ouattara – ancien premier ministre d'Houphoët-Bouigny et un des vice-présidents du FMI à la fin des années 80 – est également un ami du bétonneur Martin Bouyguès dont le groupe s'est fait concéder quelques-uns des principaux services publics ivoiriens. Suivirent cinq années de gabegie économique et politique pendant que Bédié et sa clique s'enrichissaient comme son prédécesseur du détournement de l'aide européenne.

Le 24 décembre 1999, le régime n'ayant plus assez de ressources pour payer ses militaires, une mutinerie éclate emmenée par le général Robert Guéi, ancien chef d'état-major limogé par Bédié, bien connu du sérail

militaire tricolore puis-qu'il a fait école à Saint-Cyr. Grand ami du général Jeannou Lacaze (le conseiller militaire préféré des dictateurs africains) et de Michel Dupuch (conseiller de Chirac), Guéi, qui prétendait être là uniquement pour organiser des élections transparentes, se sent pousser des ailes et s'accroche au pouvoir. Il fait entrer dans un gouvernement d'union une figure historique de la résistance au système Houphoët-Bouigny: le « socialiste » Laurent Gbagbo. Puis, pour se débarrasser de l'éternel rival Ouattara, fait inscrire dans une nouvelle constitution (largement profilée par les experts français) une clause d'ivoirité permettant de refuser la citoyenneté à plus de la moitié du pays. Malgré toutes les précautions prises, au cours du scrutin chaotique du 22 octobre 2000, Gbagbo est largement en tête. Guéi tente alors un dernier coup de force en arrêtant les membres de la Commission nationale électorale et en proclamant sa victoire. Mais sous la pression des manifestations de rue et du ralliement de l'armée à Gbagbo, il est obligé de quitter la scène. Il finira assassiné dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002 où a éclaté la mutinerie qui fait actuellement chanceler le régime de Gbagbo.

Le dynamisme économique ivoirien, qui donnait à l'ère Houphoët-Bouigny une aura de respectabilité, reposait sur l'agriculture extensive et un défrichement massif au nord du pays, ce qui nécessita une importante main-d'œuvre étrangère (Burkinabés et Maliens principalement). Ainsi, selon la terminologie officielle, les « résidents étrangers » sont évalués à trois millions auxquels s'ajoutent deux millions de « résidents d'ascendance étrangère »: soit environ 30 % de la population, ce qui ne posait pas de problème dans un pays mul-

tiethnique et traditionnellement tolérant. Mais, lorsque les instances de la mondialisation s'attaquèrent au « pré-carré Français » de l'Afrique de l'Ouest et que le FMI imposa ses plans d'ajustements (dévaluation du franc CFA, démolition des acquis sociaux, et démantèlement des services publics), la moitié des salariés se retrouvèrent au chômage. Les premiers touchés furent les Ivoiriens du Sud employés par les compagnies étrangères. Dans un contexte où il abordait une élection avec les caisses de l'État vides, Bédié développa alors le concept d'ivoirité, transformant les populations « nordistes » Dioulas et les Burkinabés – qui avaient été le fer de lance de l'économie – en victimes expiatoires du ressentiment de la population du Sud. Devoir être « ivoirien de naissance et de parents ivoiriens » ou appartenir à un village « typiquement ivoirien »: autant de critères aussi ségrégationnistes et absurdes que la quasi-inexistence d'état-civil avant 1960 et l'arbitraire des frontières décidées entre puissances impérialistes. Néanmoins, le tout entretenait un flou suffisant pour pouvoir montrer du doigt et écarter du champ politique n'importe qui.

Après avoir tout dénoncé l'ivoirité, dans un premier temps, en prenant le pouvoir, Guéi la reprit à son compte et la rendit constitutionnelle pour se débarrasser d'Ouattara. Lui succédant, Gbagbo la poussa jusqu'à son actuel paroxysme, assimilant « mauvais Ivoiriens » et partisans politiques de l'éternel adversaire Ouattara. Arrestations arbitraires, tortures, exécutions sommaires, charniers comme à Yopougon. Les exactions racistes du régime Gbagbo poussèrent vite les Burkinabés, Maliens et autres Diaoulas résidant au sud dans un exode vers le nord.

Francafrique

La fracture civile engendrée par le concept d'ivoirité est telle que les actuels mutins, qui contrôlent le nord du pays, craignent une « rwandisation » de la situation, c'est-à-dire une fuite en avant génocidaire d'un régime aux abois. Mais même s'ils déclarent ne vouloir renverser Gbagbo que pour mettre fin aux discriminations ethniques et organiser des élections, l'exemple du général Guéi ne pousse certainement pas à leur accorder une confiance excessive.

Pendant, ils savent que tant que les troupes françaises d'élite

seront présentes en permanence sur le territoire ivoirien (aux termes d'un accord de défense), aucun changement politique ne pourra être possible sans l'aval de la France. Les dirigeants politiques, militaires et économiques français, qui ont organisé le pillage systématique de leurs anciennes colonies en soutenant des autocrates corrompus et des régimes aux relents fascisants, ne sont certainement pas déterminés à abandonner leur « pré-carré ». La corruption qu'ils ont encouragée et dont ils ont récolté (via d'importantes rétrocommissions et autres opérations de blanchiments

et de spoliations) d'intéressants dividendes les lie très fortement au maintien du néocolonialisme.

Si les Ivoiriens et Ivoiriennes veulent se construire un autre futur, ils devront se débarrasser aussi bien d'une classe politique libérticide et vermoulue, que des réseaux nauséabonds de la Francafrique et des brigands internationaux.

Gromelifa

Texte publié dans la feuille d'infos mensuelle du Groupe de la Métropole Lilloise de la FA

Contre les divisions ethniques Pour un syndicalisme de classe

Depuis l'indépendance de la Côte d'Ivoire en 1960, les entreprises françaises ont repris une grande partie de l'économie ivoirienne, que ce soit par des grands groupes privés – Bolloré, Bouyguès, PPR – ou des entreprises publiques – EDE, SNCF, France Télécom. [...] La France a su mettre en place un néocolonialisme agressif qui n'est pas sans lien avec la situation actuelle. Si l'on ajoute à cela que des accords de défense lie l'État français au gouvernement ivoirien depuis l'indépendance, il est évident que la France a des intérêts énormes dans ce pays. [...] La France n'est jamais intervenue militairement en Côte d'Ivoire jusqu'aux récents événements. L'insurrection actuelle risque de remettre en cause un fonctionnement vieux de quarante ans: la mise en place par l'État français d'un président proche de la France et dont le pouvoir dépend de sa soumission.

Qu'ils soient réfugiés politiques, sans-papiers ou de nationalité française, les Ivoiriens résidant en France sont victimes au même titre que l'ensemble des travailleurs immigrés d'une ségrégation sociale évidente. Malgré leurs diplômes, ou leurs formations, de nombreux Africains se voient obligés de travailler pour une misère, dans des conditions de travail effroyables et souvent illégalement dans les secteurs les plus précaires et les plus dangereux tels que le nettoyage ou le bâtiment. Non contents de les exploiter dans leurs pays, Bouyguès et consorts continuent de se comporter comme de vulgaires négriers dans leur pays d'asile.

[...] Il est donc de notre responsabilité de syndicalistes internationalistes d'offrir notre soutien aux exploités de ces pays, qu'ils soient exilés en France ou qu'ils résident encore dans leur pays, pour le développement d'une lutte syndicale forte.

Que ce soit sur le conflit actuel en Côte d'Ivoire ou la situation des travailleurs immigrés en France, les positions de la CNT sont très claires: construire en France comme en Côte d'Ivoire un syndicalisme de classe qui développe la solidarité entre les travailleurs quelles que soient leurs origines ou leurs orientations religieuses ou philosophiques. Les ennemis n'ont pas changé: ce sont toujours les patrons et les États qui divisent pour mieux régner et n'hésitent pas à user des armes les plus sales et les plus meurtrières pour maintenir leur pouvoir et leurs bénéfices. C'est pourquoi, la CNT est entièrement solidaire avec les militants syndicalistes ou associatifs ivoiriens qui luttent contre la xénophobie prônée par le gouvernement Gbagbo, pour plus de libertés et de justice sociale.

Secrétariat international CNT
in le Combat syndicaliste n° 246

L'anarchisme international contre les patrons du monde

LE CLIMAT « durable et permanent » de guerre dans lequel nous avons été jetés le 11 septembre, est devenu une constante de notre vie quotidienne. À chaque niveau, les colporteurs de la guerre travaillent pour limiter la liberté politique et celle des organisations ouvrières partout dans le monde. La « guerre contre le terrorisme » est devenue le prétexte pour lancer une attaque contre tous les secteurs de résistance, contre tous les obstacles qui incommoient les intérêts du système du pouvoir international qui a comme axe d'intérêt celui des États-Unis.

Sur la scène mondiale, la menace d'une guerre contre l'Irak, les massacres au Moyen-Orient, la présence militaire croissante en Colombie et la guerre en Afghanistan, continuent d'être le centre d'attention tandis que d'autres théâtres de conflit sont en passe de s'ouvrir.

Symptomatiques sont la réduction du commerce, la limitation des transactions financières et une attitude très prudente envers tout nouveau développement. Dans ce contexte, le processus de globalisation économique, poussé en avant par les multinationales et leurs organismes de référence (l'OMC, le FMI, etc.) ralentit. En même temps, une croissance forte des politiques nationale et macro-régionale est visible: manipulation de la guerre en Afghanistan, processus de reconstruction de l'Europe, réorganisation du rôle de l'Otan, prudence de la France et de l'Allemagne face à la crise Irakienne. D'un autre côté, les discussions de « sujets » comme les dépenses publiques, avec ses priorités d'interventions et d'incitations, signifie réellement: parler de politique de profit.

Cela a pour conséquence un renforcement du rôle des États nationaux où la force militaire de l'État nord-américain est telle que nous pouvons apercevoir une nouvelle phase dans le processus de globalisation centré sur un type d'impérialisme politique. Simultanément, les pratiques de l'intégration et la concurrence coexistent dans un scénario qui voit la guerre comme résultat inévitable d'une crise internationale.

L'avertissement de Bush – « Avec nous ou contre nous » – témoigne du désir des États-Unis de s'imposer, comme toujours, dans un contexte rendu encore plus complexe par les processus et les intrigues inextricables de la globalisation économique. Récemment, ces intrigues ont conditionné le développement d'une telle imposition, mais après l'attaque des tours jumelles, elles ne semblent plus être appropriées. En fait, si la globalisation économique était devenue un rideau géant cachant la redéfinition continuelle des puissances et de leur hiérarchie, le 11 septembre l'a mise en lambeaux et a révélé le souhait du contrôle totalitaire du monde par les lobbies dominants des États-Unis.

Leur comportement ne sera sujet à aucun jugement au vu de la position des États-Unis non seulement par rapport au tribunal international des Nations unies mais également par rapport à la totalité des Nations unies. Dans cette situation, le mouvement actuel contre la globalisation économique, les multinationales et leurs organismes, est forcé de redéfinir ses pratiques et ses objectifs. Une avancée doit être faite, afin de donner une consistance politique et sociale à nos propres propositions, à notre colère et notre indignation personnelles; apporter de nouvelles propositions révolutionnaires dirigées sur la démolition de la puissance politique et économique mondiale et

pour l'autogestion généralisée. Dans ce climat « de guerre civile », adroitement créé pour cacher les vrais désirs et les responsabilités des personnes; nous devons réfléchir à ce que nous sommes; nous devons identifier les dangers et les pièges qui nous guettent.

Un des dangers serait de s'enfermer dans un sentiment régionaliste ou nationaliste, ethnique ou religieux. Au lieu de cela, il est nécessaire de reprendre espoir dans l'internationalisme qui a animé nos luttes. Un tel internationalisme, dans ses composantes sociales les plus radicales et libertaires, a montré un esprit clair et déterminé. Afin de combattre politiquement les barbaries de la guerre, ainsi que le système entier qui les ont produites, il est essentiel de coordonner des mouvements partout où ils sont possibles, de dialoguer avec les cultures politiques et idéologiques qui animent ces mouvements, et profiter de toutes les expériences. Mais pour que cela réussisse, nous ne devons pas tomber dans le piège habituel du réformisme, généralement social-démocrate, qui a célébré ses derniers rites à Porto Alegre.

En fait, le combat internationalise n'a de signification que s'il possède une base très solide: lutter localement contre chaque État, chaque système de pouvoir. Cette phase courante dans laquelle nous vivons est caractérisée par une accélération de la politique de la fragmentation et de la fin des « garanties » sociales, d'une période de retenue et de choix social. Par conséquent le développement et la direction du mouvement dépendront de la force dont nous sommes capables pour faire des propositions intelligentes et énergiques. Ce mouvement doit avoir la capacité de dépasser l'opposition formelle, afin d'élargir le mouvement aux personnes qui ne veulent plus se soumettre à la violence quotidienne du système, à celles qui croient qu'un autre monde est non seulement possible mais essentiel.

Après Seattle, est apparue une présence anarchiste déterminée et efficace. En Russie, le crime et la répression n'ont pas arrêté la propagation des idées anarchistes contre un régime ouvertement fasciste. L'Amérique latine a vu une croissance continue de groupes, de journaux et de mobilisations. En Europe, il y a beaucoup d'exemples de la visibilité élevée du mouvement, de Lyon à Amsterdam, aussi bien qu'à Gênes, Rome, Paris, Londres, Prague, Athènes et Séville. D'autres signes viennent également de Turquie, du Nigeria, du Sénégal, d'Afrique-du-Sud, du Liban et d'Australie.

Par conséquent, à un tel moment, il est essentiel que nous ne tardions pas à acquérir une dimension internationaliste dans des pratiques locales. L'Internationale des fédérations anarchistes (IFA) vise à favoriser un renforcement des attaches entre ses organisations adhérentes et pousse à une initiative unie avec la totalité du mouvement anarchiste, tenant compte de la richesse et de la diversité de toutes ses composantes.

Voici quelques étapes importantes de ce processus: actions contre le sommet de l'Otan à Prague en novembre 2002; congrès international de l'IFA, en Allemagne, du 18 au 20 avril 2003; mobilisation contre le G8 en France, en juin 2003; convention internationale sur la globalisation, organisée par la Fédération anarchiste italienne, en automne 2003.

Le secrétariat de l'Internationale des fédérations anarchistes



La manifestation du 9 novembre à Florence a réuni plusieurs centaines de milliers de participants. Le texte ci-contre est une contribution de l'Internationale anarchiste au débat sur la globalisation, diffusée à l'occasion du Forum social européen.



Manifestation antifasciste à Paris : Ils célèbrent la Nuit de cristal. Nous voulons leur éradication !

DEUX CENTS à cinq cents personnes se sont réunies le samedi 9 novembre place des Ternes à Paris pour protester contre la tenue de la « Fête de l'identité », organisée salle Wagram par des militants nationalistes radicaux, ouvertement racistes et antisémites pour commémorer la Nuit de cristal.

Or, la nuit du 9 novembre 1938 fut marquée en Allemagne, par des attaques nazies perpétrées contre des synagogues et des vitrines de commerçants juifs. Les nazis organisèrent cette nuit-là, un gigantesque pogrom, à travers tout le pays et brûlèrent 280 synagogues, 7 500 entreprises juives, puis procédèrent à environ 3 000 arrestations qui se soldèrent par 90 victimes. Cette opération de terreur résonne, environ soixante-dix ans après, comme la plus haute expression du racisme et de l'antisémitisme.

Aujourd'hui, quelques nazillons avaient décidé de célébrer cette date et de suivre son initiateur, Guillaume Faye, vieux militant d'extrême droite et plus particulièrement du Grece, ou « nouvelle droite », qui après avoir écrit plusieurs livres invitait ouvertement « à la guerre civile et ethnique sur le sol européen ».

Pourtant, traduit devant les tribunaux et après avoir écopé, ainsi que son éditeur, d'une condamnation à 8 000 euros d'amende pour « incitation à la haine raciale » en 2000, ce dernier s'est dit

« prêt à repartir au combat identitaire » lors d'une réunion fascisante en octobre 2002.

Pour que l'histoire ne soit jamais oubliée, cet après-midi, des militant(e)s et sympathisant(e)s de la CNT, de la FA, d'Act-Up Paris, d'AL, de la Coordination des sans-papiers, de l'Union juive française pour la paix et malgré le refus du préfet de police d'interdire cette réunion ouvertement raciste et antisémite, se sont mobilisé(e)s place des Ternes. Il s'agissait de montrer une nouvelle fois aux nostalgiques du nazisme, que nous serons toujours en face d'eux, de leur rappeler que nous ne les supporterons ni dans nos quartiers et encore moins dans nos vies. Surtout en une période où nous devons cibler nos luttes contre des lois de sécurité, mises en place par leurs alliés, les Chevènement, les Julien Dray et reprises depuis six mois par les Chirac, les Perben et les Sarkozy, imminents complices d'une politique du « tout sécuritaire et du tout liberticide ». Comme le signifiaient les militant(e)s

d'Act-Up sur leur banderole, lors de la manifestation des « teufeurs » contre la politique répressive envers les mendicants, les Roms, les prostitué(e)s, les drogués, les jeunes qui discutent dans les halls d'immeuble, etc. : « Le Pen a gagné les élections ! ». En revanche, il ne gagnera jamais nos quartiers de vie.

Patrick Schindler
groupe Claaaaaash
groupe-claaaaaash@federation-

Une lettre des « Quatre de Mala Pulgas »

NOUS vous écrivons depuis le module 14 des préventifs de la prison de Picassent (Valencia). Nous sommes dans une situation d'attente devant les abus policiers et judiciaires à notre égard. Sans manger et sans boire, nous avons été enfermés pour une supposée organisation illicite, argument qu'il est impossible de soutenir d'une quelconque conception juridique sauf sous le coup de l'absurdité dictatoriale d'une justice qui met en prison sur des indices policiers, en rien vérifiables. Les moyens de communication se chargent de créer l'alarme sociale, qui sollicitent l'opinion policière qui agit comme une traînée de poudre dans les consciences sociales des gens de la rue.

Ici et maintenant nous affirmons que l'unique raison pour laquelle ils nous maintiennent prisonniers, c'est nos convictions idéologiques et pratiques, et que c'est seulement pour cela que nous sommes enfermés. Mais notre

dénonciation va beaucoup plus loin, nous assumons facilement notre situation dans ce conflit, et une fois leur pratique appliquée, ils feront de nous des têtes de Turc dans la lutte contre l'élimination de la dissidence politique, mais notre question est : « Combien de têtes de Turcs se trouvent dans le module 14 ? Dans les autres modules ? Et à Picassent ? Et dans le reste des prisons du monde ? » Têtes de Turcs d'un système qui, pour être nés dans des quartiers marginalisés, déposés même d'une quelconque conscience collective, vont avec résignation, et parfois même avec lassitude, comme les pères, les mères, les frères, cousins, etc. entrent sans cesse dans le monde pénitentiaire.

Les enfants qui bouffent des années de baigne pour le vol de cyclomoteurs, pharmacies ou radiocassettes, voient comment on leur ruine la vie, le peu de vie à laquelle ils avaient droit, seulement pour avoir voulu

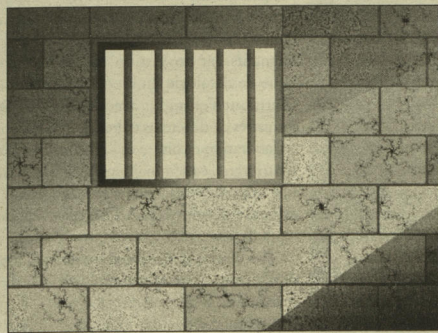
suivre la même voie que les autres, mais avec les seules méthodes qu'ils avaient à leur disposition. En réalité, nous sommes tous et toutes des têtes de Turcs. Cet État enferme sans distinctions pour construire plus de prisons, pour pouvoir continuer à incarcérer, démontrant ainsi l'irrationalité d'un système autoritaire. Pour autant, notre situation ne mérite aucune campagne spéciale ou spécifique à notre égard, seulement un projet dans lequel soient inclus tous et toutes, et

chacun(e) des prisonniers sera accueilli avec notre gratitude.

Sans oublier que les luttes spécifiques et ponctuelles qui étaient menées, et qui le sont en ces moments, ne peuvent être marginalisées ou ralenties par notre situation, qui n'est ni plus ni moins que celle d'un autre prisonnier ou prisonnière dans le monde.

Ils nous coupent les ailes, mais nous continuerons à voler. À bas les murs !

**Jordi, Ivan,
Isaac et Paski**



Les prostitué(e)s, dans la rue !

LE MARDI 5 novembre 2002, environ trois cents prostitué(e)s, venu(e)s de toute la France, se sont regroupé(e)s devant le Sénat, pour manifester leur refus d'un des articles du projet de loi Sarkozy, adopté le 23 octobre, devant le Conseil des ministres, à l'initiative de trois collectifs : « Les Prostituées de Paris », « Hetaira en colère » et « France prostituées ». Proposition de loi prévoyant que « le fait, par tout moyen, y compris par sa tenue vestimentaire ou son attitude, toute personne qui procède publiquement au racolage d'autrui, en vue d'inciter à des relations sexuelles soit punie de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende ».

Déjà en 1975, les prostitué(e)s se révoltaient contre les abus et le racket policier ou fiscal, en initiant un mouvement d'émancipation face aux proxénètes, soutenu à l'époque par le mouvement des femmes. Or, aujourd'hui, les prostitué(e)s ont plutôt le sentiment d'être devenu(e)s les otages « d'un débat stérile qui s'est tenu sans eux ou elles, entre politiques et intellectuel(le)s », même si, ils et elles se réclament pourtant pour la plupart, issu(e)s du féminisme et même si certain(e)s revendiquent la pénalisation du client, comme meilleure façon d'éradiquer la prostitution, d'autres proposent en revanche, « la reconnaissance de la prostitution comme un simple travail sexuel ».

En fin de soirée, une délégation de six prostitué(e)s a été reçue par les groupes communistes et socialistes du Sénat, qui leur ont promis de mettre à l'ordre du jour « une proposition pour les droits de toutes les personnes prostituées », tout en leur conseillant... de continuer à se réunir à travers toute la France !

Les prostitué(e)s présent(e)s ont rappelé, alors aux élu(e)s que « leur communauté, non contente d'être fragile et divisée, a su néanmoins se mobiliser, pour la première fois dans un geste politique » et de leur rappeler qu'être prostitué(e), est avant tout : « un métier comme un autre que nous voulons exercer, sans nous masquer, comme aujourd'hui par exemple, où nous manifestons à visage couvert, afin de respecter nos familles, nos enfants et nos ami(e)s. C'est simplement pour ces raisons, que nous ne voulons pas être reconnues, par nos proches ». Selon les porte-paroles de cette mobilisation « l'interdiction de racolage ne ferait que précariser notre situation, sans toucher à ce que ce semblant de loi veut soi-disant toucher : les filles venues de l'Est ou d'Afrique. En effet, pour nous professionnelles, qui payons déjà des impôts, cette loi n'arrêtera en rien le racolage et nous forcera en plus, à payer des amendes, qui ne régleront en rien et encore moins, le problème des prostitué(e)s venu(e)s d'autres horizons, qu'elles ou qu'ils aient des papiers, ou non. »

La manifestation, organisée grâce aux militants d'Act-Up et soutenue logistiquement par des militants de la CNT et autres sympathisants, dénonçait avant tout « Les violences, les harcèlements et les abus de pouvoir dont sont victimes les prostitué(e)s de la part de la police. » Si quelques slogans provocateurs tel que « L'échez-nous la chatte et laissez-nous tranquilles », et autres ont été déclinés devant le Sénat, les prostitué(e)s présent(e)s étaient tout(te)s d'accord pour dénoncer : « Les lois Sarkozy qui appellent une législation prohibitionniste qui, selon les prostitué(e)s présent(e)s, ne feraient que cacher ou encore aggraver leur quotidien. »

Patrick Schindler, sur place
groupe Claaaaaash, Fédération Anarchiste

Ta meilleure amie, en grève

LE SYNDICAT CNT-chimie de Fos-sur-Mer est engagé dans un conflit depuis le 14 septembre. Ce mouvement de grève est illimité et reconduit régulièrement. Les revendications portent sur les classifications, les rémunérations et les effectifs.

L'atelier en grève où est implantée la CNT paralyse de fait toute l'usine. La direction a pris en conséquence des mesures de chômage technique. Par ailleurs d'autres sites (Shell-chimie, Ato-fina) ne recevant plus les matériaux nécessaires sont partiellement paralysés. Cette grève est un conflit dur parti pour durer (nous en sommes déjà à plus de six semaines de grève...).

Les camarades de la CNT-Chimie ont besoin de notre solidarité pour tenir.

Gilles

Secrétaire de l'UR PACA

Vous pouvez envoyer vos chèques de soutien à l'adresse suivante:

Syndicat CNT-chimie, BP 133 13773 Fos-sur-Mer,
à l'ordre de: syndicat chimie CNT de Fos-sur-Mer
CCP 12 493 31 H 029

La Fédération informatique et liberté

La FIL est une fédération d'associations, ONG et particuliers engagés dans la défense de la vie privée et de la liberté d'expression.

Cette fédération a pour but de :

- défendre les libertés individuelles et publiques ;
- défendre le respect de la confidentialité de la communication ;
- lutter contre toutes atteintes à la vie privée et à la libre circulation des personnes, qu'elles résultent de la mise en œuvre de traitements de données à caractère personnel, de la vidéo-surveillance, ou de tout autre procédé ou méthode pouvant engendrer une telle atteinte ;
- lutter contre toutes formes de discriminations et défendre les droits des consommateurs dans la mesure où ces actions sont en lien avec son objet ;
- assister les victimes d'atteintes à leur vie privée, de surveillance illicite et/ou de violation de leurs droits ;
- soutenir les mouvements et les actions de ses membres, conformes à son objet ;
- promouvoir et défendre la libre utilisation de tous moyens techniques permettant de préserver la confidentialité et l'anonymat des échanges telle que la cryptographie ;
- faire connaître les positions de la Fédération informatiques et libertés auprès des pouvoirs publics ;
- informer et sensibiliser toutes personnes et tous organismes sur les risques accrus d'atteintes à la vie privée engendrés par l'utilisation croissante des nouvelles technologies de l'information et des réseaux numériques ;
- défendre la liberté d'expression et le droit à l'information.

APRÈS la publication du rapport Debray sur « l'enseignement du fait religieux dans l'école laïque », voici maintenant l'organisation sous la responsabilité du ministère de l'Éducation nationale, et en présence de Luc Ferry d'un séminaire national interdisciplinaire intitulé « l'enseignement du fait religieux » les 5, 6 et 7 novembre à Paris dans les locaux de la MGEN! Cette action qui s'inscrit dans le cadre d'un « programme national de pilotage » confirme les inquiétudes face aux orientations nouvelles de cet « enseignement du fait religieux » et les risques de remise en cause de la laïcité qui lui sont liés.

L'École émancipée constate la disparition, significative, du mot laïcité, dans l'intitulé même comme dans la quasi-totalité des interventions programmées et la participation en tant qu'intervenants de représentants directs de l'enseignement catholique et d'universitaires que leurs travaux situent davantage du côté de la défense et illustration du catholicisme que dans l'histoire ou la sociologie critique des religions.

Elle relève aussi l'orientation prosélyte des contenus derrière des périphrases comme « le patrimoine religieux immatériel », ou la présence sur le site officiel du ministère d'une contribution d'une intervenante titrée: « Enseigner la théologie à l'école. Est-ce utile? » qui est incompatible avec les missions d'un service public laïque d'enseignement.

La présence du ministre en ouverture de ce qui se présente comme le « premier » séminaire national sur ce sujet, et la mobilisation par une circulaire de la direction de l'enseignement scolaire de 200 participants (corps d'inspection, responsables des instituts de formation des maîtres) témoignent de la volonté officielle d'entériner l'introduction de ce que certains appellent déjà « l'enseignement de la culture religieuse » ou même « enseignement des religions » dans l'école publique, en l'abordant comme un simple problème pédagogique, occultant ainsi la question de la légitimité de son existence dans le cadre de l'école laïque.

Après l'organisation, dénoncée le 14 octobre par l'École émancipée puis par des organisations syndicales (FSU et Sud-éducation), d'une session de formation d'enseignants par un Institut catholique de théologie du diocèse de Clermont-Ferrand avec des ministres de différents cultes et en collaboration étroite avec l'IUFEM d'Auvergne, ce séminaire marque une nouvelle étape dans la remise en cause des principes de l'école républicaine.

Il s'inscrit dans un contexte d'offensives contre la laïcité, en France avec la création d'un Capes d'enseignement de religion, d'épreuves et jury de bacs dans des

La laïcité menacée



La Sainte Inquisition peut se réjouir.

lycées privés, accords Lang-Tricard pour l'enseignement supérieur catholique, proposition de modification de la loi Falloux; mais aussi dans toute l'Europe où un lobby du religieux (doublé d'une représentation politique officielle pour l'État du Vatican) pèse sur la « charte des droits fondamentaux » de l'Union et l'harmonisation en cours des systèmes éducatifs.

L'École émancipée appelle les enseignants et personnels de l'Éducation nationale, les organisations syndicales et tous ceux qui sont attachés au respect de la laïcité de l'école publique en France: - à faire entendre le plus largement possible leur refus de toute tentative d'introduction ou de réhabilitation d'un prosélytisme religieux à l'intérieur de l'école publique en s'opposant notamment à l'intrusion de membres du clergé, ministres de différents cultes, ou de représentants d'institutions religieuses dans la formation des enseignants; - à rappeler au ministre que toute collaboration de religieux, de théologiens ou d'enseignants

diplômés d'institutions confessionnelles dans la formation d'enseignants du secteur public, à quelque titre que ce soit, est contraire aux lois fondamentales de séparation des Églises et de l'école (1882, 1886) comme à la loi de séparation de l'Église et de l'État (1905); - à exiger des recteurs d'Académie et des directeurs d'instituts universitaires de formation des maîtres le respect de ces principes.

L'École émancipée

Contactez l'École émancipée:
Gérard Faure, responsable national, 12, av Saint-Just
13004 Marseille
Tél.: 04 91 85 56 45,
gerard.m.faure@wanadoo.fr
Jean-François Pelé,
directeur gérant de la revue,
9, rue François-Ponmer
35720 Saint-Pierre-de-Plesguen
Télfax: 02 23 16 24 06,
jfpel@aol.com

La télévision

Jusqu'ou, jusqu'à quand...

FABULEUSE machine, surpuissante, apte à s'insinuer au plus intime de la vie privée comme à tisser d'immenses toiles couvrant l'entier univers; la seule, avec quelques rares et incompréhensibles formules mathématiques, à nous transporter du noyau vide de l'atome au silence éternel des espaces infinis; la seule, avec quelques rares et troublantes séquences de biologie moléculaire, à nous ouvrir les sentiers de gloire du vivant; la seule, avec quelques rares et rudes pensées psychanalytiques, à nous faire percevoir les plus imperceptibles modulations de l'inconscient et pousser en ses plus fines mises en abyme le fractal des pulsions, des passions et des raisons; la seule, avec quelques rares flamboyants penseurs, à exhiber, dans l'aveu des mimiques, rictus, propos, gestes et décors, les arcanes théologico-politiques des pouvoirs; la seule...

Jusqu'à quand la télévision, pelotée dans le sens de la mise à poil par les médias, continuera-t-elle, glissant toujours plus sur la pente de l'en-bas, de dégorger ses cochonnetés, de se vautrer dans ses merdolements, de barboter dans les eaux grasses de la flagornerie, de pousser avec une rare frénésie, tous sens titillés, rumeurs, ragots, veuleries et insanités en tous genres?

Jusqu'ou pousseront-ils, ces possédants, barons et petits maîtres et valetailles, autoproclamés et intranominés du fenestron qui, en toute impunité, sans nul garde-fou, nulle limite sinon celle du fric (et encore s'agit-il le plus souvent de celui des autres) et des « territoriaux » mafieux, font main basse sur les informations, images, fantasmes, figures et pensées qui sont l'étoffe même (imaginaire, politique, culturelle) de notre être, ici et maintenant: tels financiers avérés véreux, directeurs ignares, producteurs animateurs journalistes serviles, aux ordres de tous les pouvoirs et par-dessus tout de celui, souverain, de l'argent, puisque c'est lui qui rafle toutes les mises et s'exhibe crûment en impératif absolu – partie prenante du budget de l'État, terrain hors loi abandonné aux spéculations financières, objectif obsessionnel des sociétés de production, source fructueuse intarissable de gains pour animateurs, journalistes, conseillers, « spécialistes » et autres, et matière première privilégiée pour émissions et jeux visant les records d'audimat. Le triangle symbolique Argent-Dieu-TV se débite en forme d'hosties: gagner, miracle extraordinaire rendu ordi-

naire et quotidien, offert dans l'instant même, d'un seul coup, sans nul effort, et gagner gros – et public-foule en liesse d'approuver, applaudir, s'ébahir, exhibition sur écran de bisous, larmes, « Joie, joie, pleurs de joie », comme disait mystiquement Pascal; hosties, donc, déposées d'un geste auguste, publicitaire et désinvolte par l'icône animatrice sur les langues pendantes et pendues des téléspectateurs éméchés.

Cumuls mafieux

L'argent-Dieu, métaphore facile, vieille Vache sacrée, avec son Veau d'or qui fit souche? Au moins permet-elle de mettre en lumière un remarquable parallélisme fondé sur une semblable et médusante liaison: l'argent et Dieu sont chose universelle, flux passant par-dessus toute forme connue, ne connaissant nulle limite, nul obstacle, principe le plus abstrait et le plus concret que l'on puisse imaginer, bleu parfait merveilleux du ciel et de la carte – et en même temps chose si intime et si personnelle, valeur logée au plus profond (bas) de soi, hostie, dis-je, soluble dans nos tissus secrets; argent et Dieu s'affirment ouverts illimités, en disponibilité et expansion totales, louchant vers l'absolu – et en même temps ils se préservent et se pratiquent en cercles fermés, paroisses conseils communautés églises sectes, tous barrages qui suscitent et entretiennent conflits, agressivité, massacres. La télévision recueille, filiale, ces caractéristiques combinant religiosité, finance et violence: elle offre rites, mythes, icônes, fêtes, cultes; censément ouverte sur tous et à tous, elle demeure aux mains de hiérarchies, cercles et circuits nécessairement mafieux.

Nul n'entre ici s'il n'est de la confrérie! Confrérie de... confrères: animateurs et journalistes invitent dans le cercle des heureux et zélés élus (show, table ronde, débat, entretien, etc.) leurs homologues de la radio ou de la presse, lesquels leur consacrent d'amples et exaltées chroniques, lesquelles relancent invitations, attributions, tribunes. Tel confrère se trouve-t-il, pour asthénie d'audimat, mis à la porte – on le fait rentrer par la lucarne voisine. Valse sur parquets de chaînes, ballet de têtes: tournent les mêmes têtes débitant mêmes platitudes arborant mêmes mimiques (sourires millimétrés yeux profonds levés baissés lèvres s'ouvrant jeux de nuque) démarchant et marchandant mêmes marchandises. Le cumul

est devenu la règle, comme il l'est (à peine érodé) dans les confréries politiques (dont il constitue une irrésistible vocation) et financières capitalistes (dont il est une structure déterminante) et culturelles (où il passe pour talent). Cumulards mafieux de l'argent, de la politique et des médias: même combat.

Crétiniser

Le cumul (télé + presse papier + radio + édition + signature de textes nommés livres + « ménages-animations » + invitations + présentations + tables dessus ou dessous, etc.) est éminemment rémunérateur pour qui sait y faire, le producteur au sens large. En revanche, il a des effets néfastes sur le produit qui est « vendu », fourgué pourrait-on dire, à la sauverette, *fast* mais non *faste*, vite fait mal fait: information rebattue ou trafiquée, enfilade de clichés, langue de bois ou de papiers gras, débit fuyant et articulation à peine audible, séductivité prostitutionnelle et réduction aux limites du crétinisme; plus que tout, effets dévastateurs sur le client, le téléspectateur, crétinisé, unité moutonnaire composant une vague, obscure et capricieuse entité (le public) que l'on bourre d'images et de phrases, dont on guette et craint les foucades auditeuses. Le client est roi – mais c'est une couronne d'étrons qu'on lui tresse.

Time is money: aussi le produit est-il minable, et il faut matraquer le téléspectateur, à coups d'éclats sons et lumières, d'icônes politiques, artistiques ou sportives (toujours les mêmes, un faciès plaqué sur un nom ou l'inverse – succès sûr). Le public, abasourdi, épaté, médusé, fonctionne en machine à applaudir (harcelé par les camelots commandant: « On applaudit bien fort! »). Obligés de faire vite, d'être partout visibles, les cumulards ne peuvent ni lire ni écouter, encore moins analyser – ils s'en tirent en abreuvant d'éloges, en jouant l'enthousiasme: « Absolument extraordinaire! » est le minimum. Le public est sommé de lire absolument ce livre, de voir absolument ce spectacle – tout cela asséné en présence de l'auteur, qui hoche la tête et approuve. Éradication à peu près totale de ce qui peut paraître analyse, réflexion, critique. Crétinisation généralisée – jusqu'ou, jusqu'à quand?

Roger Dadoun



Monticello, Arizona, 1982: trois pasteurs procèdent à un autodafé

Fahrenheit 451

DANS notre rubrique fusion et acquisition, cette information inquiétante: le groupe Lagardère rachète le pôle édition de Vivendi-Universal, pour 1,2 milliard d'euros. Pour la petite histoire, Lagardère fabrique indifféremment des armes lourdes (Matra) et des bouquins (Hachette). L'hégémonie de Lagardère est telle que ce groupe contrôlera donc maintenant la majeure partie de l'édition et de la distribution littéraire en France: 80 % de l'édition scolaire, 90 % des dictionnaires, 58 % des livres de poche, 70 % de la distribution (librairies Relay, Furet du Nord et Virgin), soit 19 000 points de vente.

Les dangers que représente ce quasi-monopole dans un domaine aussi sensible que la littérature sont multiples: le choix des livres à éditer ou à ne pas éditer se concentre entre quelques mains, les éditeurs indépendants auront plus de mal à être diffusés dans les points de ventes, les programmes scolaires (Bordas, Nathan) seront encore plus amputés ou orientés (la Commune de Paris a récemment été supprimée du programme d'histoire, on nous sert du Vichy *light*, on occulte la guerre d'Algérie, les événements d'octobre 1961, bref tous les « détails » gênants pour le gouvernement français).

Ce triple coup porté à la culture, à la diversité artistique et à l'éducation, va dans le sens de l'uniformisation culturelle et d'une standardisation de la pensée. Ce phénomène de capitalisme culturel est international (Lagardère n'est que le troisième groupe d'édition en Europe, et le cinquième dans le monde). Et il est déjà largement observé dans les milieux musicaux et cinématographiques (Disney et Infoseek, AOL et Time Warner, Paramount et Viacom, At Home network et Exite Inc.). Il se caractérise par un contrôle de plus en plus total de l'accès et du contenu, des moyens de diffusion et des « œuvres » produites. Ce nouvel exemple de concentration de pouvoir est une étape supplémentaire vers un contrôle de plus en plus efficace de l'esprit humain, dès le plus jeune âge. On a trouvé un nouveau moyen de brûler les livres.

Greg

Dire qu'il y en a qui croient encore que...

ET VOUS, OÙ EN ÊTES-VOUS AVEC L'ANARCHISME ?

Chaque jeudi chez votre marchand de journaux

libertaire

Représentez la parole !

Affiche noire et rouge, 40 x 60, disponible à Publico

Persepolis 3, de Marjane Satrapi, éd. l'Association, 14 € en vente à Publico. Tomes I et II disponibles.



Persepolis

épisode 3

C'EST le troisième épisode des aventures de Marjane: le premier nous l'avait montrée, petite fille issue de la grande bourgeoisie éclairée (d'inspiration communiste) iranienne. Nous y avons appris comment elle et son entourage ont vécu la fin de règne du shah, la révolution iranienne et sa confiscation immédiate par les mollahs. Le deuxième volume relatait la chronique d'une lutte quotidienne pour la survie physique et intellectuelle entre les gardiens de la révolution et les missiles irakiens (c'est l'époque de la guerre Iran-Irak, une chouette période pour le commerce des armes françaises). Cette troisième partie commence avec l'arrivée en Autriche de Marjane, envoyée par des parents inquiets pour elle (son franc-parler la mettait en grand danger). Volume moins directement politique, plus intime, racontant son adolescence, son adaptation délicate à la vie lycéenne et étudiante dans l'Europe occidentale, la découverte compliquée de la libération sexuelle et du cannabis. Avec les morsures, déceptions, dérives qui vont avec, décuplées par le décalage culturel et plus encore par l'isolement de Marjane loin de tous ses parents et ami(e)s.

Cela pourrait donc être un remarquable témoignage sur une adolescence déracinée. Mais c'est beaucoup plus et mieux que ça. Même si, on l'a dit, le contexte politique et son analyse sont moins mis en avant dans ce

tome que dans les précédents, on n'oublie jamais pour autant que c'est une femme révoltée qui parle par la bouche d'une adolescente qui ne l'est pas moins.

Et, osons le dire, la révolte de Marjane Satrapi a des accents familiers aux anarchistes, dans ce volume plus explicitement encore que dans les précédents. Pas tant grâce à sa rencontre effective, et pas vraiment réussie, avec l'anarchisme – sous la forme des œuvres complètes de Bakounine ou d'étudiants autrichiens typiques d'un certain folklore libertaire; mais par sa revendication constante de liberté individuelle, toujours associée à une forte conscience sociale. Du reste, l'échec final – le retour au pays et au voile – est décrit par Marjane comme un adieu à ses « libertés individuelles et sociales ».

Voilà sans doute un des livres les plus roboratifs de cet automne plutôt résigné et en panne de perspectives émancipatrices. Cerise sur le gâteau, il est admirablement écrit. Et dessiné. Il s'agit en effet d'une BD en noir (beaucoup) et blanc. Mais, au même titre que *Maus* (la chronique d'une famille juive polonaise pendant la Seconde Guerre mondiale, par Art Spiegelman), il serait plus juste de parler de l'aboutissement concluant d'une forme littéraire non encore répertoriée.

François Coquet

Persepolis, épisode 2





Makhno

L'Ukraine libertaire 1918-1921

IL Y A au moins vingt-cinq ans de cela (mille excuses pour cette imprécision consécutive aux razzias dont ma bibliothèque est régulièrement l'objet) François Hombourger avait commencé, vraisemblablement à compte d'auteur, cette BD sur Makhno et l'Ukraine libertaire. La suite était annoncée. Mais...

Il y a deux ans et des poussières, avec Franck Thiriot¹, à l'occasion d'une rencontre d'amitié et de Gewurst, l'idée et le désir nous sont venus d'essayer de poursuivre l'aventure. Franck s'est donc attelé au Minitel et... François Hombourger était toujours de ce monde.

« Bonjour, nous avons beaucoup aimé votre BD, nous attendons la suite, est-ce possible? » Quand on y réfléchit bien, la vie est simple! François, ouvrier le jour et dessinateur scénariste le soir, nous a fait l'amitié de croire en notre volonté de mener l'aventure, commencée vingt-cinq ans plus tôt, à son terme.

Deux ans de travail d'arrache pied. Des kilomètres d'efforts, de minuties, de recherches, de coups de crayons et de coups de cœur, et ça donne ça! Cent quarante pages (deux tomes de soixante-dix pages) sur *Makhno et l'Ukraine libertaire de 1918 à 1921*.

À la manière de Corto Maltese ou de Benoît Broutchoux, six pages his-

toriques et de photos nous expliquent que cette BD, si elle emprunte à la fiction (Klaus, le personnage central, un jeune militant allemand de la révolution spartakiste, fuyant la défaite et se réfugiant au pays des soviets à la mode bolchevik, rencontre la Makhnovtchina et ses foutues idées anars), a fait le choix de coller à l'histoire.

Le dessin est, donc, volontairement réaliste. Précis. Quasiment photographique. D'une beauté et d'une épure rare. Le scénario l'est tout autant.

Cette BD nous raconte l'Ukraine makhnoviste, un pays grand comme deux fois la France qui s'est frotté pendant trois ans au grand rêve du communisme libertaire, la Makhnovtchina armée de plusieurs dizaines de milliers de combattant(e)s qui, après avoir vaincu les armées blanches de Dénikine et de Wangrel, a sauvé la révolution russe avant de se faire assassiner par l'armée rouge de Trotsky. Elle nous raconte ces batailles incessantes et la difficulté de l'éclosion d'une troisième révolution coincée entre le marteau des fascistes blancs et l'enclume des fascistes rouges. Rien que pour cela, cette BD relatant une révolution inconnue, mérite le détour.

Mais, il y a plus. Mieux! François Hombourger ne se contente pas de raconter ou de décrire.

Il nous fait rêver! À la manière du héros d'Hugo Prat, Klaus est, à l'évidence, immortel.

Après avoir traversé l'Ukraine libertaire, il est clair qu'il va aller traîner ses guêtres du côté de l'Espagne libertaire (Makhno avait promis son aide à Ascaso, Jover et Durruti en 1927 et seule la mort l'a empêché de tenir cette promesse) et se faire des plans d'enfer avec la colonne Durruti avant d'embrasser à bouche que veux-tu le printemps trop bref du tourbillon libertaire de 1968. Ira-t-il au-delà?

Merci à vous, en achetant cette BD, « modeste mais géniale », de laisser à entendre à François Hombourger dont le talent commence juste à déployer ses ailes qu'il se doit de nous raconter la suite de cette aventure.

Pour ce qui nous concerne, l'affaire est déjà entendue. On ne croise pas la route de Rimbaud tous les jours!

Jean-Marc Raynaud

1. Franck Thiriot est le premier à avoir eu la volonté de tenter l'aventure et de la mener à son terme. Merci à lui de nous avoir fait découvrir François Hombourger et de nous avoir fait partager leur rêve. Merci, également à Ludovic Gandolfo, dit Nounou, et aux camarades de l'imprimerie 34 de Toulouse qui ont donné forme au rêve.

Makhno, l'Ukraine libertaire 1918-1921, par François Hombourger, tomes I et II. Les éditions du Monde libertaire et les Éditions libertaires

Chaque tome : 70 pages, 10 euros, avec dans le tome II un épilogue relatif à ce qu'il en est du souvenir de la Makhnovtchina dans l'Ukraine d'aujourd'hui. En vente à Publico, 145, rue Amelot, 75011, Paris. Ajoutez 10 % pour le port. Chèque à l'ordre de Publico.



Ah, si Marie avait connu l'avortement...

CE SAMEDI après-midi, à Rennes, le responsable de la police essaie de faire dans le dialogue en commentant notre présence. « Vous voyez, vous ne seriez pas venus, ils seraient passés inaperçus... » Ça ne nous intéresse pas, qu'il aille se constituer une vie sociale intéressante dans un métier ou des activités épanouissantes!

Les intégristes de SOS-tout-petits sont là, ils ont obtenu une autorisation de se rassembler de 14 h 30 à 16 heures, ont déployé banderole papier et autel portatif (gadgets bon dieuaise faite maison) et cantiquent à tours de missels. Une bonne part de la « mouvance » libertaire rennaise est présente, les orgas et les individus, mais aussi des *gays* et les lesbiennes, des féministes, et des passant(e)s qui arrêtent de passer pour passer à l'action: slogans, jetés de capotes, risées, etc. L'info a bien circulé, et c'est déjà un très bon point: nous sommes une centaine, ils sont cinquante. Cinquante, c'est-à-dire trente intégristes et vingt flics, remontés, sans doute irrités que nous les ayons fait déplacer. Le bleu leur donne grise mine.

Devant notre présence en nombre, les intégristes (trois catégories sur leur trottoir d'en face: la petite famille hallucinée, le vieux pruneau ridé - mes excuses aux pruneaux pas fachos, ceux-là sont à croquer -, et le militant type Front national jeunesse, prêt à en découdre) ont fait venir un huissier, au cas où nous les empêcherions d'assurer leur manifestation! C'est donc à un beau ramassis d'ordre moral et de ses garants (le goupillon, l'extrême droite, la police et la justice bourgeoise) que nous faisons face, joyeusement, ce samedi après-midi, et hormis quelques œufs pourris vite balancés sur nos martyrs(e)s, c'est « à coup » de slogans et chansons pas catholiques que nous couvrons de nos voix les cantiques intégristes: « Ah, si Marie, etc. », « Si tu veux être heureux nom

de dieu [...] coupe les curés en deux, fous les églises par terre, et l'bon dieu dans la merde! », « Vous nous cassez l'clito! ». Nous ne manquons pas, par ailleurs, de noter la présence génuflexée de Xavier Dor (« Martyr, c'est pourrir un peu » dirait Prévert devant ses genoux caleux), et certains font remarquer aux flics que ce mec-là est sous le coup d'une (voire de plusieurs) interdiction judiciaire de participer à de telles activités, aux alentours d'un centre d'interruption volontaire de grossesse: bien sûr, au lieu de faire appliquer la justice à l'encontre des notables cathos agenouillés dans l'œuf pourri, et après avoir tenté de nouer le dialogue avec nous, le chef des flics, même pas convaincu dans le ton, nous menace pour la forme: « Si j'en vois un jeter un œuf, ou provoquer une rixe, ouh, là! attention hein! » On l'écoute à peine.

Et bien oui, on a bien fait d'être là, car peut-être notre présence rend-elle plus visible l'attroupement de ces fâcheux fachos mais il est aussi certain que laisser ces corbeaux sans opposition sur le terrain, au-delà de leur permettre de nuire aux quelques femmes venues avorter ce jour là, et plus encore que de leur permettre d'afficher tranquillement leurs idées réacs, serait laisser penser à tout un lobbying très organisé, puissant, et dont des proches des Chirac et d'autres parlementaires sont membres, que des retours en arrière sur des droits acquis de longue lutte, des droits des femmes mais aussi toutes sortes d'autres droits sont possibles: le silence des pantouffles, devant le bruit des bootes, ainsi que les discours du type « Vous faites le jeu de... », très peu pour nous!

Manu
FA Rennes

Gentioux, 11 novembre 2002 Les anars prennent la parole

SALUTATIONS à toutes et tous les anarchistes présent(e)s aujourd'hui, encore une fois, ici, devant ce monument antimilitariste. Soyons clairs l'anarchisme a toujours dénoncé les guerres, quelles que soient leurs origines: ses causes principales ont toujours été et sont toujours la propriété, le pognon, les religions, les idées nationalistes. Nous ne voulons plus de guerres, mais être pacifistes mielleux, ça ne suffit pas pour les arrêter, c'est toute l'organisation de la société qui les fabriquent qu'il faut véritablement changer. Vivre nos alternatives, les propager, c'est dépasser les blablas gentilleux qui noient toujours les causes réelles et les racines des conflits.

Pour cela, les anarchistes sont opposés à tous les politicards qui ne veulent que nous asservir avec leur prétendue démocratie représentative; tous ces sociaux-démocrates avec leur petite morale étriquée, prêts à brandir leurs petits drapeaux bleu-blanc-rouge et à nous tirer dans le dos. Toute cette représentation parlementaire n'est qu'un leurre! Les anarchistes

sont contre ces aménageurs du système capitaliste (vague bleue, rosée, rouge ou verte) qui nous font subir par ailleurs une guerre permanente: la guerre économique! C'est pourquoi nous souhaitons entre autres l'abolition du salariat, cet esclavage des temps modernes. Les anarchistes crachent sur l'idée de patrie, sur toutes les armées, toutes les polices et tous les tribunaux. L'anarchisme n'a que faire des divisions étatiques du monde, sources de jalousie des peuples malgré eux qui les poussent à s'entretuer pour les intérêts de quelques dirigeants. Abstentionnistes, unissez-vous!

C'est triste à dire, mais les Bové-curés, les soi-disants révolutionnaires trotskards et compagnie, les écolos verdâtres, les Attac ne veulent pas changer le système fondamentalement, juste l'aménager. Ils sont prêts à toutes les compromissions et ne rêvent que du pouvoir comme les autres. Rappelons-nous de la tarufferie de Porto Allegre! Ce ne sont que des réformistes et des sociaux-traitres! Nous devons leur dire stop! Ils finiront comme

les rouges et les rosés jospinards; à la botte! Avec la peur des fachos et en n'ayant comme seul recours que d'aller voter Chirac qui reprend en l'édulcorant, « mais si peu », le programme de Le Pen.

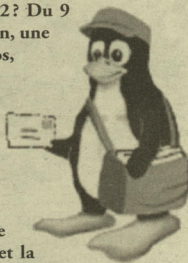
L'anarchisme rejette tous les pouvoirs et propose un autre futur, libre, sans gourous, sans gouvernements, sans Etats et sans domination. Ne plus vouloir de guerre, c'est inventer toutes et tous ensemble un autre monde fondé sur autre chose que le fric, la compétition, la propriété privée, l'électoratisme et l'étatisme. Ne plus vouloir de guerre, c'est ne plus cautionner ce monde inégalitaire et radicalement s'atteler à le changer. C'est arrêter de pleurnicher et de faire des réformettes. C'est brandir haut le drapeau noir contre le désespoir, les magouilles, les mesquineries et les mensonges. Ne plus vouloir de guerre, c'est dire l'amour et s'intéresser à l'anarchisme.

Vive l'amour, vive l'anarchie!

Alayn Dropsy
Fédération anarchiste de la Creuse
Contact: 0555806400

Zelig.rc2, l'information veut être libre

QU'EST-CE QUE la zelig.rc2? Du 9 au 15 décembre prochain, une semaine d'ateliers, démos, rencontres, débats, autour des réseaux, de la communication, du logiciel libre et de la résistance électronique. Une semaine où l'on parlera de technique, de politique, de désirs, de créations, de mouvements...



Après la rencontre européenne de décembre 2000 (zeligConf), et la rencontre hexagonale de février 2001 (no-zelig), nous souhaitons de nouveau ouvrir un laboratoire temporaire de communication, un espace-temps de circulation des savoirs et des savoir-faire, une zone autonome où puissent converger et se combiner les cultures de l'activisme et celle du hack, les pratiques de contre-information et le génie productif du logiciel libre, la créativité des acteurs des mouvements sociaux et celle des diverses communautés des réseaux.

Cette fois encore nous voulons donc faire le pari du mixage des expériences, de l'hybridation des identités, de la transversalité des réflexions et des pratiques. Nous voulons faire le pari de la coopération productive entre les réalités multiples de la contestation et de l'innovation sociales qui agissent dans les replis du réel.

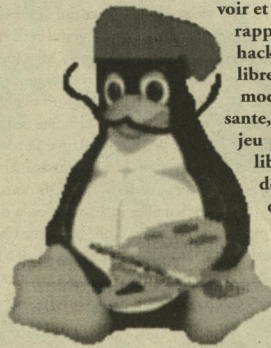
La zelig.rc2 s'articulera autour d'un ensemble de thèmes, qui donneront lieu tant à des ateliers pratiques et présentations, que des rencontres, conférences et débats. Une diversité de formes qui, nous l'espérons, permettra de combiner approche technique et approche politique de l'ensemble des questions abordées:

- résistance électronique: protection des données personnelles;
- confidentialité des échanges via l'Internet, sécurisation d'ordinateurs, désobéissance à la surveillance généralisée;
- charte du « travailleur numérique »;
- cyberfeminism is an attitude: genre et technologie, identité et machine. Théories et pratiques de ces *badgirls* qui aiment les machines et jouent avec l'identité;
- communication alternative: les outils (publication sur le web, mailing lists), les expériences (sindominio, collectifs.net, samizdat.net, Indymedia, etc.), la confrontation au pouvoir médiatique, la coopération au niveau européen.

Entre les mailles de ces thématiques, seront aussi ouverts divers chantiers. En particulier: logiciel libre pour les enfants et l'éducation, ressources pour les réseaux associatifs (firewall, démocratie interne), communication sans-fil (WiFi), outils logiciels pour la contestation électronique (Reamweaver), etc.

Enfin, la zelig.rc2 sera l'occasion de présenter un certain nombre d'initiatives et de projets: no-log (services de connexions non-logués), l'Autre net (hébergement alternatif), AlternC (kit logiciel pour l'hébergement de sites web), Plug'n'Politix (initiative), Glastnost (Intranet pour association), Libre entreprise, Fédération informatique et liberté, hacklabs (Italie, Espagne)...

Avec ce melting-pot de prétextes pour se voir et s'émouvoir, nous entendons rappeler ce bon vieux principe hacker: l'information veut être libre. Elle ne le doit pas, sur le mode d'une injonction impuisante, elle le veut, parce que l'enjeu politique est celui de notre liberté de circuler, de penser, de coder, de parler, d'aimer, de créer, d'innover. L'information veut être libre, parce qu'elle ne peut être soumise ni aux diktats marchands ni aux injonctions policières.



contact@zelig.org
http://www.zelig.org